

La situation économique

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, fort d'une carrière politique raisonnablement longue, je trouve malheureux que l'on en soit rendu à faire des discours à 3 heures moins 9 minutes du matin.

M. McDermid: C'est bon pour l'esprit.

M. Deans: Je n'en suis pas si sûr. Tandis que j'écoutais la discussion, j'ai regardé l'heure et n'ai pu m'empêcher de songer à ce qu'a dit M^{me} le Président cet après-midi, quand elle a décidé que l'étude de cette affaire importante s'imposait d'urgence, que le Canada vivait une crise économique et qu'il fallait à tout prix tenir un débat. J'ai alors trouvé vraiment désolant que le gouvernement, reconnaissant que le pays et les Canadiens sont aux prises avec un grave problème, n'ait pas pu faire en sorte que nous tenions ce débat à des heures normales, permettant à certains membres du cabinet d'y assister et ainsi de prêter oreille aux nombreuses préoccupations dont nous font part les députés cette nuit.

C'est un triste jour pour le pays, car nous avons tout ce qu'il faut pour en faire le plus grand pays du monde. Nous ne manquons de rien. Nous avons assez d'énergie pour répondre à nos besoins. Nous avons un secteur manufacturier qui pourrait, si on lui en donnait l'occasion, fournir des emplois et produire tous les biens et services dont nous avons besoin. Nous pouvons cultiver nos propres produits alimentaires. Notre système d'éducation ne le cède à aucun autre. Je ne puis trouver un seul type de produit que nous ne puissions pas produire ici d'une façon ou d'une autre, et pourtant nous sommes ici, au milieu de la nuit, en train de débattre les graves problèmes économiques que nous devons affronter. Je trouve que c'est grotesque, et je ne comprends pas ce qui se passe. Tout ce dont je suis certain c'est qu'il faut mettre un terme à ce qui se passe dans le pays. Il faut trouver un moyen d'y mettre fin.

J'ai écouté avec intérêt mon collègue conservateur, le député de Bow River (M. Taylor). Je respecte son opinion, même si je dois dire qu'il exagère un tout petit peu quand il démontre pourquoi l'Alberta est maintenant une grande province. Je pense qu'il a dit que l'Alberta est devenue prospère grâce au régime de la libre entreprise.

Je pense que la plupart d'entre nous savent que si l'Alberta est aussi prospère aujourd'hui, c'est parce que le cartel de l'OPEP a décidé de faire augmenter le prix du pétrole. Le hasard a voulu que l'Alberta ait du pétrole et qu'elle soit donc en mesure de profiter—non pas injustement, du moins jusqu'ici—de la hausse à laquelle, en toute vérité, elle n'a pas plus contribué qu'avant la création du cartel de l'OPEP.

M. Kilgour: Ne vous en prenez pas à l'Alberta. C'est le gouvernement là-bas.

M. Deans: Je voulais seulement commenter cette affirmation; c'est tout. En réalité, une grande partie de ce que l'on dit à ce propos n'est tout simplement pas conforme aux faits.

Voyons un peu ce qui s'est passé. Nous vivons dans un pays qui a de tout, et pourtant nous le voyons désespéré. En jetant un coup d'œil autour de nous, nous ne voyons que d'énormes problèmes. Pourquoi sont-ils énormes? A cause d'années d'incurie. Les seuls responsables sont ceux qui ont été au pouvoir pendant toutes ces années. Le parti libéral a gouverné le

Canada pendant presque tout l'après-guerre. C'est durant cette période que l'économie aurait pu et aurait dû se développer. C'est durant cette période qu'on aurait pu et qu'on aurait dû jeter les bases. C'est durant cette période qu'on a tout bradé, et je pense que c'est là la question fondamentale à envisager.

Passons à un autre problème qui se pose actuellement dans le pays. Notre produit national brut a baissé de 1.7 p. 100 au cours du premier trimestre de 1980. La production industrielle a baissé au cours de quatre des cinq derniers trimestres, et à la fin du mois il s'agira d'une baisse de cinq trimestres sur six. Au cours du deuxième trimestre de l'année, la production a baissé de 3.2 p. 100 par rapport à l'automne de 1979. Soixante-dix p. 100 du recul industriel concernait le secteur manufacturier. Au cours du deuxième trimestre, il y a eu une baisse de 9 p. 100 dans la construction automobile, de 21 p. 100 dans la fabrication des composants automobiles, de 3 p. 100 dans le secteur des pâtes et papiers, de 18 p. 100 dans les mises en chantier, de 5.1 p. 100 dans les biens d'équipement manufacturés et de 11 p. 100 dans le secteur de la construction entre juin 1979 et la fin du deuxième trimestre de 1980.

C'est donc chaque secteur qui est en recul, et quand on examine cela, on se rend compte qu'il y a forcément du chômage. Ou'est-ce qu'on constate? On constate que 250,000 personnes ont été mises à pied depuis l'automne dernier. C'est-à-dire entre octobre de l'an dernier et octobre de cette année. Il y a eu des gens de licenciés. Les emplois ont disparu. Il y a des gens qui ne peuvent plus trouver d'emplois et qui ne peuvent plus rester dans leur profession. Nous avons le taux de chômage le plus élevé du monde industrialisé.

Ce qui ne va pas au Canada, c'est que, pour une raison quelconque, nous avons abdiqué nos responsabilités politiques. Le gouvernement n'a pas compris qu'il ne pouvait pas céder à d'autres les leviers de l'économie. C'est au gouvernement qu'il appartient de manier ces leviers, parce qu'il est le seul à avoir une vue d'ensemble de tous les secteurs. C'est donc à lui qu'il appartient de coordonner les efforts, d'imprimer l'orientation nécessaire, d'encourager et d'inciter les gens à se lever au-dessus de la médiocrité pour atteindre un niveau acceptable au plan manufacturier et au plan de l'utilisation des ressources.

Voyons un peu ce qui influe vraiment sur la vie du citoyen moyen. Nous ne parlons pas de théorie économique. Ce serait peut-être un bon sujet de discussion dans un amphithéâtre universitaire, ou ce serait peut-être intéressant de voir quelques ministres des Finances se réunir et discuter de temps à autre des diverses théories susceptibles de marcher ou non, mais nous parlons en fait de familles canadiennes qui sont incapables de joindre les deux bouts. Nous parlons de familles canadiennes qui sont confrontés à des hausses exorbitantes dans presque tous les secteurs où elles doivent effectuer des dépenses. Nous parlons de familles canadiennes dont le gagne pain risque toujours une mise à pied. Nous parlons de familles canadiennes qui ne peuvent pas se permettre de renouveler leurs hypothèques à cause des taux d'intérêt exorbitants. Nous parlons de familles canadiennes qui s'attendent à ce que leur gouvernement s'efforce de remédier aux maux que le gouvernement a créés par sa négligence.